

ACTION URGENTE

VIÊT-NAM. UNE BLOGUEUSE VIETNAMIENNE DÉFENDANT LES DROITS HUMAINS ARRÊTÉE

La défenseure des droits humains Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh, connue en tant que blogueuse sous le nom de Mẹ Năm (Mère Champignon), a été arrêtée le 10 octobre et inculpée au titre de l'article 88 du Code pénal du Viêt-Nam pour avoir « mené une propagande » contre l'État. Elle risque d'être victime de torture et d'autres formes de mauvais traitements. On ignore où elle est actuellement détenue.

Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh a été arrêtée le 10 octobre à 10 heures du matin dans la ville de Nha Trang (province de Khánh Hòa), sur la côte centrale du Sud du Viêt-Nam. Elle était avec la mère d'un militant qui essayait de rendre visite à son fils dans une prison locale lorsqu'elle a été arrêtée et emmenée par la police de sécurité. Les agents de police l'ont ramenée chez elle vers 11 h 30, ont perquisitionné son domicile et ont confisqué son ordinateur, des appareils électroniques et des pancartes de manifestation.

Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh a été inculpée au titre de l'article 88 du Code pénal du Viêt-Nam pour avoir « mené une propagande » contre l'État. Si elle est jugée et déclarée coupable, elle encourt une peine de trois à 20 ans de prison. On ignore où elle est actuellement détenue. Au Viêt-Nam, les personnes arrêtées pour des infractions présumées liées à la sécurité nationale peuvent être détenues au secret pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans avant d'être déférées devant un tribunal.

Les médias officiels ont indiqué que Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh était poursuivie pour avoir utilisé Facebook pour écrire, publier et partager des articles et des vidéos critiquant le Parti communiste vietnamien (PCV) au pouvoir ainsi que l'État depuis 2012. Le rapport citait un document qu'elle avait partagé sur Facebook et qui évoquait 31 personnes décédées après avoir été interrogées par la police pour avoir « porté préjudice à la sécurité nationale, à la sûreté sociale et à l'ordre public ».

Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh est la cofondatrice du Réseau des blogueurs vietnamiens, un réseau indépendant fondé en décembre 2013. Mère célibataire de deux enfants, elle a été harcelée, arrêtée et interrogée à plusieurs reprises en raison de ses activités pacifiques et a été empêchée de se rendre à l'étranger. Elle fait campagne en faveur des droits humains et contre l'injustice depuis plus de 10 ans et est une blogueuse connue et populaire.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en vietnamien, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh immédiatement et sans condition, car il s'agit d'une prisonnière d'opinion détenue uniquement en raison de ses activités pacifiques de défense et de promotion des droits humains ;
- engagez-les à révéler immédiatement où se trouve Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh et à veiller à ce qu'elle puisse consulter un avocat, recevoir des visites de ses proches et bénéficier de soins médicaux ;
- demandez-leur de veiller à ce que, en attendant sa libération, Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh soit traitée conformément à l'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus et à ce qu'elle ne soit pas victime d'actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 24 NOVEMBRE 2016 À :

Premier ministre Nguyễn Xuân Phúc

Prime Minister's Office

Hà Nội, Viêt-Nam

Courriel : nguoiphatngonchinhphu@chinhphu.vn

Fax : + 84 80 44940

Formule d'appel : Your Excellency, /

Monsieur le Premier ministre,

Ministre de la Sécurité publique Tô Lâm

44 Yết Kiêu St. Hoàn Kiếm District

Hà Nội, Viêt-Nam

Fax : + 84 80 44130

Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre des Affaires étrangères et vice-

Premier ministre

Phạm Bình Minh

Ministry of Foreign Affairs

1 Ton That Dam Street, Ba Dinh district Hà

Nội, Viêt-Nam

Fax : + 844 3823 1872

Courriel : ttll.mfa@mofa.gov.vn

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Viêt-Nam dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

VIÊT-NAM. UNE BLOGUEUSE VIETNAMIENNE DÉFENDANT LES DROITS HUMAINS ARRÊTÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh a souvent participé à des événements de promotion des droits humains et a été arrêtée arbitrairement et rouée de coups par la police de sécurité à plusieurs reprises. En mai 2013, des militants ont organisé des pique-niques dans la capitale vietnamienne, Ha Noi, à Ho Chi Minh-Ville et à Nha Trang pour parler des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) et apprendre plus sur ces droits. Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh a essayé de se rendre à l'endroit où ces pique-niques devaient avoir lieu à Nha Trang, mais en a été empêchée par la police de sécurité. Des participants ont signalé qu'ils avaient été victimes de violences. En mars 2014, elle faisait partie d'un groupe de blogueurs qui a organisé un café débat sur les droits humains à Ho Chi Minh-Ville à propos du droit de circuler librement. Plusieurs de ces blogueurs, notamment Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh, avaient déjà fait l'objet d'interdictions de quitter le Viêt-Nam et/ou s'étaient fait confisquer leur passeport. Un troisième café débat sur les droits humains devait avoir lieu à Nha Trang en avril 2014 à propos de la Convention contre la torture et du problème des personnes mourant dans les postes de police, mais il a dû être annulé car Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh et deux autres personnes avaient été arrêtées et détenues arbitrairement avant que le café débat ne commence.

Les pancartes confisquées à son domicile appelaient les autorités à « traduire Formosa en justice », une entreprise taïwanaise responsable d'une grave catastrophe écologique qui a entraîné la mort de plusieurs millions de poissons sur la côte de quatre provinces en avril 2016. Cette catastrophe a mis des milliers de personnes qui ont perdu leurs moyens de subsistance dans une situation très difficile. Bien que Formosa ait finalement avoué être responsable de cette catastrophe, des milliers de personnes ont participé à des manifestations de masse sans précédent contre l'entreprise, exigeant une indemnisation adéquate pour leur permettre de faire face aux difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Le Viêt-Nam est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantit le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Pourtant, ce droit fait l'objet d'une forte restriction en droit et en pratique dans ce pays. Des articles du Code pénal de 1999 portant sur la sécurité nationale et formulés en termes vagues sont fréquemment utilisés pour ériger en infraction des opinions ou activités pacifiques dissidentes. Les personnes qui prônent un changement politique pacifique, critiquent les politiques gouvernementales ou appellent au respect des droits humains sont souvent prises pour cible. L'article 88 (diffusion de propagande contre la République socialiste du Viêt-Nam), est souvent employé pour arrêter, poursuivre et emprisonner des dissidents en raison de leur militantisme pacifique, notamment les blogueurs, les militants luttant pour les droits du travail, les droits fonciers ou la justice sociale, les militants politiques, les adeptes de certaines religions, les défenseurs des droits humains, et même certains paroliers.

Au Viêt-Nam, les conditions de détention sont très dures ; la nourriture et les soins médicaux sont insuffisants et ne respectent pas les obligations minimales prévues par l'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus (règles Mandela) et par d'autres normes internationales. Des prisonniers d'opinion ont été maintenus en détention à l'isolement pendant des périodes prolongées afin de les sanctionner et certains ont été également victimes de mauvais traitements, notamment des passages à tabac par des gardiens ou par des codétenus sans que les gardiens n'interviennent. Certains sont fréquemment transférés d'un centre de détention à un autre, bien souvent sans que leurs familles n'en soient informées. Plusieurs prisonniers d'opinion ont entamé des grèves de la faim pour protester contre les mauvais traitements dont ils ont été victimes et contre les mauvaises conditions de détention. Bien que le Viêt-Nam ait ratifié la Convention contre la torture, qui est entrée en vigueur en février 2015, le pays n'a pas pris de mesures suffisantes pour se mettre en conformité avec ses dispositions. Pour plus d'informations, voir le rapport *Viêt-Nam. Des prisons à l'intérieur des prisons : La torture et les mauvais traitements des prisonniers d'opinion au Viêt-Nam*, (<https://www.amnesty.org/fr/documents/asa41/4186/2016/fr/>).

Des représentants diplomatiques au Viêt-Nam, notamment ceux de l'Union européenne, du Royaume-Uni et des États-Unis, ont publié des déclarations condamnant l'arrestation de Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh et demandant sa libération immédiate.

Nom : Nguyễn Ngọc Nhựt Quỳnh

Femme

AU 233/16, ASA 41/4979/2016, 13 octobre 2016